

**CONCOURS EXTERNE DE CONTRÔLEUR
STAGIAIRE DU TRÉSOR PUBLIC**

ANNÉE 2006

ÉPREUVE N°2 A OPTION

Durée : 3 heures – Coefficient : 4

**RÉSUMÉ AU QUART DE SA LONGUEUR D'UN TEXTE DE CARACTÈRE
GÉNÉRAL OU ADMINISTRATIF POUVANT COMPORTER DES TABLEAUX,
GRAPHES, ETC...**

PAGE 2

OU

ANALYSE D'UN DOSSIER DE NATURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

PAGE 7

OU

**A PARTIR D'UN DOSSIER, RÉPONSE À UNE OU PLUSIEURS QUESTIONS
ÉCONOMIQUES ET/OU JURIDIQUES**

PAGE 21

Toute note inférieure à 6/20 est ÉLIMINATOIRE

TRÈS IMPORTANT :

Le candidat traitera celui des trois sujets ci-après qui correspond à l'option qu'il a choisie lors de son inscription au concours : CE CHOIX NE PEUT PAS ÊTRE MODIFIÉ.

Sous peine d'annulation de leur copie, les candidats ne doivent porter aucun signe distinctif (nom, prénom, lieu, etc.) sur la partie réservée à la rédaction.

Les candidats ne peuvent quitter la salle moins d'une heure après le début des épreuves.

L'utilisation de tout document et matériel est interdite.

Tournez la page S.V.P.

ATTENTION INTERNET VOUS SURVEILLE !

(2 952 mots)

Tout ce que vous faites sur le net pourra être utilisé contre vous. Parce que chaque connexion laisse ici et là des empreintes indélébiles. Les entreprises ne se gênent pas pour les collecter, à des fins de marketing. Les Etats de même : des dictatures, comme la **Chine**, exercent sur le Réseau un contrôle étroit ; des démocraties, comme la France, se dotent au nom de la lutte contre le terrorisme ou la pédophilie, de législations autorisant toutes les dérives.

Dans les films policiers des années 1950-1960, parmi les scènes obligées du genre, il y avait celle où l'on voyait l'ennemi public n°1 ou le vilain kidnappeur appeler la police d'une cabine téléphonique plantée au milieu d'une banlieue déserte, et proférer des menaces ou poser ses conditions ; puis, coupant court au dialogue que ses interlocuteurs tentaient de lui imposer, raccrocher le combiné et détalé. Une légende voulait en effet, à l'époque, que la police fût capable de localiser un appel ; mais, pour que la procédure réussisse, celui-ci devait durer au moins trente secondes....

Devrons-nous bientôt, nous aussi, abréger nos consultations au minimum lorsque nous surfons, le dimanche après-midi chez nous, sur des sites Internet reflétant des penchants sexuels, politiques ou autres ? Si la question se pose, c'est qu'en matière d'intimité et de respect de la vie privée, on a vraiment fait mieux, dans l'histoire, que le Web.

De fait, le réseau ressemble désormais à une illustration du célèbre Panopticon de Jeremy Bentham, ce projet de prison modèle imaginé à la fin du XVIII^{ème} siècle par l'un des fondateurs anglais du libéralisme, où un seul homme pouvait observer tous les autres sans lui-même être vu. Le philosophe Michel Foucault y vit le symbole du pouvoir de surveillance installé par nos sociétés modernes. Nos appels Internet transitant par des opérateurs agréés, les fournisseurs d'accès, tous nos actes peuvent être retracés à la fraction de seconde près grâce au numéro d'identification de notre poste, notre adresse IP (pour Internet Protocol), enregistrés et conservés. Avec possibilité de les utiliser un jour, au besoin, comme élément de preuve.

On peut ainsi, potentiellement, déterminer non seulement quels sites nous avons visités, mais aussi quels éléments de leurs pages nous avons téléchargés. Pour accéder aux logs, aux traces électroniques que laissent derrière eux nos ordinateurs quand ils se connectent avec des sites, rien de plus simple : il suffit de s'adresser aux opérateurs, lesquels connaissent de surcroît notre état civil, notre adresse et, last but not least, nos coordonnées bancaires.

Et ils ne sont pas les seuls dans ce cas. Les sites à qui nous refusons de donner notre adresse mail, croyant ainsi rester de parfaits anonymes, peuvent aussi connaître nos habitudes, nos marottes, qu'expriment nos consultations. Avec des méthodes d'analyse mathématiques très banales, on peut ainsi dresser de loin notre « profil » de consommateur pour nous proposer telle ou telle offre spéciale de promotion d'un nouveau produit, avec l'espoir que nous l'adopterons.

Certes, ces méthodes appartiennent à cette déjà vieille pseudo-science qu'est le marketing. Mais elles sont désormais pratiquées en temps réel, actualisant les résultats en permanence et sans avoir à se lancer dans de ruineuses enquêtes avec constitution de panels et de questionnaires. C'était au départ un service rendu par ces sites, un « bon mouvement » de leur part, afin que nous puissions les consulter avec un meilleur confort de connexion, qui leur sert à « tracer », comme l'on dit, nos comportements.

Les cookies, ces courtes lignes de programme qui se déposent à notre insu dans la mémoire de nos disques durs la première fois que nous visitons certains sites, sont devenus aujourd'hui

presque inoffensifs. La plupart des navigateurs actuels nous les signalent et nous pouvons aisément les effacer, ou ordonner à notre ordinateur de les rejeter systématiquement. Mais des procédures plus sophistiquées leur ont succédé, tels ces *spywares* ou logiciels espions, que nous implantons souvent à notre insu sur nos disques durs quand nous téléchargeons des logiciels gratuits, supposés là aussi nous aider, mais qui permettent d'épier tous nos gestes.

C'est paradoxalement le raffinement même de nos techniques de communication que nous a apporté l'Internet qui permet ce contrôle accru et si efficace sur nos vies. Elles nous aident à mieux correspondre entre nous, mais rendent en même temps plus aisée notre surveillance - le bouquet en ce domaine étant remporté haut la main par nos mails.

Ces derniers sont à peu près aussi confidentiels que des cartes postales. S'ils ne sont pas cryptés, ces messages peuvent être lus à chaque étape de leur acheminement. On les duplique en un éclair de seconde ; et personne ne peut s'en rendre compte. A l'aide d'un scan, il est également possible d'y repérer certains mots-clés. Cette procédure permet de les trier, de mettre à part ceux que l'on juge dignes d'intérêt, afin de les examiner plus tard, à tête reposée.

« Conserver chaque courrier envoyé par la poste nécessiterait une infrastructure énorme, résume l'Américain Ben Edelman, un juriste consultant pour l'American Civil Liberties Union (ACLU), association de défense des libertés politiques individuelles. Dans le monde électronique, quelques gros ordinateurs peuvent faire le même travail, mieux que les êtres humains et pour un coût réduit. Cette simplification permet aux gouvernements d'envisager des types de surveillance qu'ils n'auraient sans doute pas pratiqués auparavant. »

Blocage de certaines pages ; listes noires de mots-clés tels que « démocratie », « droits de l'homme », etc., qui enrayent les recherches lorsqu'on tape ces mots ; pages-miroirs, aussi vraies que les originales, qui déroutent les trop curieux vers des sites-pièges, etc. ; les gouvernements rêvant de contrôler la navigation de leurs sujets sur la Toile n'ont que le choix des moyens. Et tous sont d'une simplicité et d'une économie désarmantes. Il suffit parfois de débrancher un modeste câble ou de fermer un seul des quelque 60 000 ports de communication pour rompre le contact avec un pan entier du Net. Certains pays, comme la Tunisie, ne font pas dans la demi-mesure, exigeant des fournisseurs d'accès qu'ils connectent leurs serveurs à un superordinateur central installé dans les locaux du ministère de l'intérieur. D'autres, plus subtils, comme l'Arabie Saoudite, font disparaître de certaines pages les éléments qui les dérangent ! Staline, c'est sûr, aurait adoré le Net...

Et on aurait tort de croire que l'usage de ces procédés de filtrage est l'apanage des dictatures. Depuis le 11 septembre 2001 - et sans doute avant, car les attentats de New York n'ont fait que précipiter une tendance déjà existante, comme en témoigne le projet Carnivore du FBI, censé, dès 2000, scruter les mails des américains - , nos démocraties ne sont pas en reste. Mieux : c'est avec notre bénédiction qu'elles pratiquent ce contrôle sous le couvert de la sécurité intérieure, comme l'a montré le récent vote du projet de loi antiterroriste Sarkozy. Servitude volontaire, avez-vous dit ?

En novembre 2001, surfant sur la vague de psychose née des attentats de New York, la loi française sur la sécurité quotidienne (LSQ) impose aux fournisseurs d'accès de conserver les logs (les traces de connexion des internautes) pendant un an. Le décret d'application ne verra jamais le jour... En 2002, la loi sur la sécurité de l'information (LSI) pérennise les dispositions adoptées un an plus tôt. Mais le décret d'application une fois encore n'a pas été publié... En 2005, le projet de loi relatif à la lutte contre le terrorisme, dit « projet Sarkozy », revient sur la question initiale des logs. Il élargit (aux cybercafés, notamment) la liste des organismes qui doivent les conserver et évince le judiciaire, traditionnel garant des libertés publiques, de la procédure, afin de permettre aux policiers d'accéder directement à eux. Le projet de loi a été avalisé par les deux chambres du Parlement. Se dissociant de leurs collègues députés, qui

s'étaient abstenus, les sénateurs socialistes ont saisi le Conseil constitutionnel. En pure perte : celui-ci vient de juger le texte conforme à la Constitution.

Devant cette accumulation de mesures rarement suivies d'effets, force est de se demander à quoi peuvent servir toutes ces annonces. Il est certes plus facile de promulguer une loi que de s'attaquer à un problème. Dans le cas d'Internet, ce « prurit législatif », selon les mots du juriste Sébastien Canevet, a peut-être pour vertu essentielle de produire de la confusion. Pas mal d'internautes en viennent à croire qu'il est illégal de consulter certains sites « dangereux », alors que ce délit n'existe pas. Et le fin du fin du contrôle ne réside-t-il pas dans l'autocensure ?

La morale peut aussi opportunément venir à la rescousse. En Thaïlande par exemple, la lutte contre les sites pédophiles sert, par ricochet, à censurer l'expression des revendications sécessionnistes de certaines régions du Sud. Et qui peut assurer qu'un tel comportement ne nous atteindra jamais ? Google tente ainsi depuis quelques semaines de résister au département américain de la justice qui, réactivant une loi de protection contre la pornographie en ligne datant de 1998 (mais jamais appliquée en raison de l'opposition de la Cour suprême), lui demande de fournir toutes les données sur les recherches des particuliers à ce propos sur son site. Des informations qu'America Online, Yahoo ! et MSN auraient en revanche données sans problème...

L'Internet menace aujourd'hui de se transformer en une immense centrale de contrôle politique, économique et moral. Quel contraste avec les espoirs levés au milieu des années 1990 ! A entendre certains, il ouvrirait un espace de liberté totale, hors de toute censure, délivré du poids de l'économie marchande. Bref, le rêve d'une autogestion généralisée, grâce à laquelle nous allions devenir, enfin, des individus libres et autonomes ne s'autorisant que de eux-mêmes.

Mais cessons là les lamentations ! Ce qu'il y a de rassurant et même de passionnant, dans l'affaire, c'est que l'Internet lui-même offre des parades aux mécanismes de contrôle qu'il permet. Et vice versa, pourrait-on ajouter. A toute technique de contrôle correspond une technique d'anticontrol. A moins de se trouver dans un pays comme la Chine, qui a su construire une Grande Muraille numérique infranchissable, contourner l'interdiction de consulter un site est le plus souvent un jeu d'enfant.

Dans les entreprises, on appelle *firewalls* (pare-feu) ces systèmes destinés à prévenir l'accès par des internautes extérieurs à des informations privées, telles celles qui circulent sur l'intranet. C'est un système de cet ordre, mais étendu au niveau d'un pays tout entier, que la Chine a dressé face à l'Internet étranger. On ne connaît que peu de chose sur la façon dont fonctionne d'un point de vue technique ce « grand firewall ». On sait seulement qu'il filtre l'accès aux sites jugés indésirables et permet de voir ce qui circule sur le réseau. Des mots-clés font par ailleurs fonction d'alerte lorsqu'ils sont utilisés par les internautes chinois. Bâtir un tel système de protection est une prouesse technologique ; et plusieurs organisations de défense des libertés, Reporters sans frontières et Human Rights Watch, suspectent certaines firmes occidentales, Sun Microsystems, Nokia, Motorola, Cisco, Microsoft et AOL, d'avoir aidé, contre des garanties de parts de marché, à sa mise en place. Depuis plusieurs années, Yahoo ! filtre de lui-même le contenu renvoyé aux visiteurs de son portail chinois. En 2005, le moteur de recherche a même communiqué aux autorités des informations concernant le journaliste Shi Tao, qui furent utilisées comme pièces à conviction à son procès, à l'issue duquel il fut condamné à dix ans de prison. Et il y a deux semaines, on apprenait que Google, l'entreprise « rebelle », avait elle aussi accepté de filtrer l'accès à certains sites interdits par les autorités chinoises. « *Je n'aime pas cela*, a déclaré Jerry Yang, le cofondateur de Yahoo !, *mais nous devons suivre la loi.* » Celle de la liberté ou celle du marché ?

L'Internet étant un réseau mondial, il suffit parfois de passer tout simplement par un moteur de recherche étranger. On peut aussi adresser sa demande à un serveur relais, localisé lui aussi à l'étranger et échappant donc au contrôle. Les *proxies* - en anglais juridique, le mot désigne les procurations qu'on donne à une personne dans une affaire - servent à cela. La demande vers un certain site semblera, grâce à eux, émaner d'un autre poste que le nôtre. Les logiciels dits « anonymiseurs » ne font que systématiser cette idée. Ils nous épargnent la tâche d'avoir à rechercher ces sites sanctuaires, renvoyant nos demandes sur des proxies préétablis. Pour rendre plus difficile l'identification, on mélange ces méthodes, en recourant de plus en plus au téléphone pour demander, via Singapour ou Rio de Janeiro, tel ou tel site.

Pour briser les velléités de contrôle d'un Etat, on peut également songer à les désorganiser selon le principe des grèves du zèle d'antan, par le trop plein. C'est ce qu'essaya de faire en 1999 ADM, un collectif international de hackers, en tentant de bloquer le système Echelon de la National Security Administration (NSA) américaine, conçu pour écouter tout ce qui transite par le mail, le téléphone, le fax, les satellites, etc... Les activistes élaborèrent un programme engendrant des mails qui véhiculaient les mots-clés censés alerter Echelon. Le but était de submerger le système de filtrage jusqu'à ce qu'il demande grâce. L'entreprise échoua. Le nombre de mails n'était sans doute pas suffisant pour saturer Echelon, qui traite déjà un bon milliard de communications par jour émanant en priorité des entreprises et des gouvernements, moins des particuliers. Mais, depuis le 11 septembre, la donne pourrait avoir changé, et la méthode s'avérer efficace au cas où la tentation totalitaire saisirait nos démocraties sous l'effet de la lutte contre le terrorisme. Donald Rumsfeld ne vient-il pas de reconnaître que la NSA menait des opérations de surveillance de citoyens américains depuis plusieurs années ?

C'est un secret de Polichinelle que, dans nombre de pays totalitaires, bien des *sites proxies* sont des leurres. Quant à l'incognito procuré par les anonymiseurs, il repose sur la confiance que leurs utilisateurs veulent bien accorder aux sociétés qui les leur ont vendus. Dirigés par des indélélicats, ils pourraient devenir de parfaits instruments de chantage. Bref, la parade non seulement n'est pas absolue, mais soulève à son tour d'autres problèmes : « *le recours aux proxies et aux autres technologies assurant une protection satisfaisante de la vie privée, remarque Ben Edelman, reste encore réservé à quelques utilisateurs. Si leur usage devait s'imposer, nous verrions peut-être surgir un système de classes, où seule une élite technologiquement avancée d'internautes s'en sortirait. Et puis, imaginez que les gouvernements décident de mettre en place des procédures pour traquer ceux qui utilisent systématiquement des proxies ! tout serait à refaire...* »

Drôle de dialectique ! Entre les mains des hackers, les procédés de contrôle se retournent régulièrement en moyen de lutte contre la surveillance ; tandis que, dans celles du système étatique ou industriel, les innovations d'anticontrôle imaginées par les internautes se renversent tout aussi régulièrement en armes de contrôle... Comme si se déroulait un jeu de cache-cache perpétuel entre ceux qui tentent de maintenir coûte que coûte le caractère libertaire de l'Internet et ceux qui cherchent à en tirer du profit.

Entre 1999 et mars 2003, c'est une véritable guérilla électronique souterraine qui a opposé ainsi en France, un site ouvertement raciste et islamophobe, SOS-Racaille, et des hackers du bord opposé cherchant à identifier la personne se cachant derrière son hébergeur et, de fil en aiguille, l'ensemble du groupe. Grand technicien, l'individu présumé, un certain « Caméléon », avait disposé tout un réseau de *proxies*, d'anonymiseurs et de sites-miroirs, etc., que ses adversaires tentèrent de déborder afin de s'insinuer sur son serveur et de le désorganiser. Ce qui arriva finalement, Caméléon abandonnant le logiciel de cryptographie PGP qu'il utilisait au profit d'un autre, qu'il ne maîtrisait pas. Cassant ce nouveau système, les hackers réussirent à

s'immiscer dans les conversations des membres de SOS-Racaille et à identifier la plupart d'entre eux. —

Car Internet a ceci de particulier qu'il est peut-être la première technique dans l'histoire à se développer par l'initiative de ceux qui s'en servent, c'est-à-dire nous. Et c'est ce caractère d'univers en expansion permanente qui peut lui éviter de dégénérer en une technique de contrôle absolu. A l'inverse de ce qu'avait imaginé Bentham dans son Panopticon, nous détenons, autrement dit, le moyen de brouiller la vue de notre gardien. Grâce aux méthodes précédemment évoquées, mais aussi par simple effet de masse. Bref, c'est le développement même du Net qui dresse les plus sûres limites à son contrôle.

Pour qu'il reste fidèle à l'espoir originel, pour qu'il ouvre un nouveau modèle participatif de production, chacun doit donc prendre part à son évolution. *« Appelez cela comme vous voudrez, blog, vlog, photologging, etc., il n'a jamais été aussi facile de publier des idées personnelles qu'aujourd'hui sur l'Internet, souligne l'Américain Ryan Junell, le cofondateur de Webzine, un événement réunissant tous les ans les passionnés de publication indépendante sur le Net. Que n'importe qui, avec un peu de savoir-faire technique, puisse être présent en ligne en quelques minutes, publier une opinion accessible mondialement et à laquelle le reste des internautes soit en mesure de répondre, on peut se demander ce qu'en penserait Gutenberg... Internet ne porte aucune promesse assurée en soi. Ce n'est qu'une technologie, un médium. Et il ne tient qu'à nous d'en faire un usage émancipateur. »*

La « fracture numérique » se situe peut-être précisément là : entre ceux qui se font utiliser par le Net et ceux qui savent l'utiliser. En quoi Internet ne fait que poser un problème éternel, aussi vieux que notre présence sur Terre : pour rester libératrice, la technique doit être l'affaire de tous. Se désintéresser d'elle est le plus sûr moyen de se faire broyer par elle.

*Le Monde 2 n°104
Supplément au Monde
du 11 février 2006*

ANALYSE D'UN DOSSIER DE NATURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

L'utilisation de tout matériel et de toute documentation personnelle est interdite.

LISTE DES DOCUMENTS

- 1 - Cinq raisons pour lesquelles le pétrole va rester cherpage 8
(*Le Monde* - 22 avril 2006)
- 2 - Le retour des pétrodollars.....page 9
(*Alternatives Economiques* - mai 2006)
- 3 - La flambée des prix de l'or noir a fait exploser les recettes des pays pétroliers.....page 11
(*Alternatives Economiques* - mai 2006)
- 4 - Pétrole, gaz : une année à risques.....page 12
(*Le Monde* - 14 février 2006)
- 5 - La France redevient une terre de prospection pétrolière.....page 14
(*Le Monde* - 15 avril 2006)
- 6 - L'impact de la hausse touche tous les secteurs.....page 15
(*Les Echos* - 24 avril 2006)
- 7 - Le G7 appelle à accroître les capacités mondiales de production de pétrole.....page 17
(*Le Monde* - 23 avril 2006)
- 8 - Mémoire de la France pour une relance de la politique énergétique européenne dans une perspective de développement durable - janvier 2006 (extrait).....page 18
(*Les Notes Bleues de Bercy* - mars 2006)
- 9 - La seconde vie de l'or noir.....page 19
(*Le Monde Economie* - 24 mai 2006)

TRAVAIL A EFFECTUER :

En utilisant les documents ci-joints, vous analyserez les conséquences de l'augmentation actuelle du prix du pétrole.

ENERGIE

**LE COURS DU BARIL A ATTEINT JEUDI 20 AVRIL
DES NIVEAUX RECORDS A NEW YORK ET A LONDRES**

CINQ RAISONS POUR LESQUELLES LE PETROLE VA RESTER CHER

Il y a un an, le président vénézuélien avait prévenu les grands pays consommateurs d'or noir sur un ton menaçant : « *le monde peut dire adieu au pétrole pas cher.* » Le baril s'échangeait alors autour de 53 dollars. « *Cent dollars, bien sûr qu'il peut les atteindre* », a encore souligné Hugo Chavez, jeudi 20 avril, alors que le brut battait un nouveau record, à Londres, en dépassant 74 dollars le baril en séance.

La récente flambée des cours confirme que le monde encaisse un nouveau choc pétrolier, de nature et d'intensité différentes de celui de 1980. La conjugaison de la révolution islamique à Téhéran et des débuts de la guerre Iran-Irak avait alors porté le baril à 89 dollars (en prix actualisés). La situation est suffisamment préoccupante pour que les prix du pétrole figurent en tête des préoccupations des ministres des finances du G7 réunis, vendredi, à Washington. Les dirigeants des sept principaux pays industrialisés sont cependant très démunis face à un phénomène qui leur échappe largement et qui a au moins cinq causes.

La tension offre-demande. Pour l'heure, l'économie mondiale a résisté à la fièvre de l'or noir. Sa croissance devrait atteindre 4,9 % en 2006, selon le rapport publié, mercredi, par le Fonds monétaire international (FMI). Il s'inquiète néanmoins d'un possible effet retard de la hausse du baril, dont le prix a triplé depuis début 2002. Ce maintien d'une activité soutenue s'accompagnera d'une progression de 1,8 % de la demande de brut, qui atteindra 85,1 millions de barils par jour, selon l'Agence internationale de l'énergie ; il va surtout exhorter les pays producteurs à pomper davantage, même si l'OPEP (40 % de la production) affirme que « *le marché est bien approvisionné* » et qu'elle extrait « *au maximum* » de ses capacités. Ces tensions auraient peu d'incidence si le marché disposait de « *barils d'assurance* » compensant une perte de production dans les zones à risque. Or seule l'Arabie saoudite dispose d'un tel coussin : environ 1,5 million de barils d'un brut lourd et peu recherché par les raffineurs.

Le sous-investissement. Les capacités de production sont très insuffisantes, jugent les experts occidentaux, accusant notamment les monarchies du Golfe d'avoir insuffisamment investi dans l'amont pour accroître leur production – malgré des revenus sans précédent. L'incertitude sur la durée de l'euphorie pétrolière et leur inquiétude sur les politiques de diversification des approvisionnements énergétiques qui s'amorcent dans les pays industrialisés poussent les pays producteurs à la prudence, en dépit d'un effort supplémentaire depuis quelques années. Certains experts chiffrent cet effort à 10 % de leur rente pétrolière, qui a atteint 300 milliards de dollars (243 milliards d'euros) en 2005 et pourrait s'accroître de 50 milliards en 2006. Les multinationales restent, elles aussi, assez attentistes, arguant que le secteur de l'exploration est largement fermé dans de nombreuses régions pétrolifères. Le raffinage manque de capacité dans certaines zones. Surtout aux Etats-Unis, où la modification des normes environnementales (incorporation d'éthanol dans l'essence) pose des problèmes au secteur du raffinage à la veille des grandes migrations des automobilistes américains.

Les facteurs géopolitiques. Craig Pennington, analyste chez Schroders, note que « *les ruptures de production ont été nombreuses cette année* » : celle de l'Irak reste irrégulière et inférieure à la période précédant l'invasion américaine ; celle du Nigéria a été amputée de 20 % depuis janvier en raison d'attaques répétées des mouvements rebelles sur les installations pétrolières. Le Tchad menace de suspendre sa production (250 000 barils par jour) fin avril si la Banque mondiale ne dégèle pas ses revenus pétroliers bloqués. Mais le principal foyer de tension reste l'Iran, quatrième producteur mondial, menacé d'une intervention militaire américaine. Le Centre for Global Energy Studies (CGES) de Londres a calculé que la guerre (Irak) ou la guérilla (Nigéria), les entraves à l'investissement (Iran), les interférences de l'administration (Russie) et les crises politiques internes (Vénézuéla, Koweït) auraient fait perdre, depuis 2000, près de 8 millions de barils par jour, soit près de 10 % de la consommation mondiale.

La spéculation. « *la hausse des prix n'est pas créée par la spéculation, elle est peut-être amplifiée par elle* », nuance Claude Mandil, directeur exécutif de l'AIE, dans un entretien à l'Agence France-Presse. Il reste que les fonds de pension et surtout les fonds spéculatifs poussent à la hausse des cours et en profitent. Les matières premières, à commencer par le pétrole, trouvent désormais leur place dans l'allocation d'actifs, aux côtés des actions, des obligations et de l'immobilier. Selon la société générale, les « *hedge funds* » détiennent 15 % du marché des contrats financiers sur le pétrole (moins de 5 % au début des années 1990).

Le risque des ouragans. Reste l'inconnue climatique. Huit mois après l'ouragan Katrina, qui avait détruit une partie des infrastructures du golfe du Mexique, le retour complet à la normale des plateformes et des raffineries du sud des Etats-Unis se fait attendre. Si cette zone stratégique était encore frappée entre juin et septembre, les cours flamberaient à nouveau au cours de l'été.

Le retour des pétrodollars

L'envolée du prix du pétrole n'a pas provoqué cette fois-ci la même réaction en chaîne que dans les années 70. Mais la hausse n'est pas finie et d'autres risques existent.

Au secours, les pétrodollars sont de retour ! Le niveau des recettes pétrolières approche de nouveau le pic atteint en 1980, correction faite de l'inflation. Le monde venait alors d'encaisser le choc pétrolier de 1979, après celui de 1973. Et cette grande redistribution des revenus et de la richesse avait profondément déstabilisé l'économie mondiale. Tous, à l'époque, en avaient fait les frais. Les pays industrialisés, pris au piège de leur dépendance énergétique, avaient durement ressenti le prélèvement pétrolier. Les pays du Sud, après avoir indirectement bénéficié un temps de l'afflux des pétrodollars sous forme de prêts massifs, ont finalement été pris au piège de la dette quand le robinet s'est tari. Enfin, les pays exportateurs eux-mêmes s'étaient laissés griser par une richesse vertigineuse et fugitive. Aujourd'hui, l'histoire ne s'est pas répétée, du moins jusqu'à présent. La montée actuelle des cours n'est cependant probablement pas arrivée à son terme et d'autres risques se font jour.

D'un choc pétrolier à l'autre

Les prélèvements pétroliers des années 70 s'étaient soldés par un net fléchissement de la croissance. Cette fois-ci au contraire, l'économie mondiale a rarement été aussi florissante que depuis trois ans : le taux de croissance est au-dessus de 4 %, alors même que le prix du baril a été multiplié par deux. Certes l'augmentation du prix a été beaucoup plus progressive qu'en 1973 : elle résulte aujourd'hui d'un boom de la demande – nourrie notamment par l'appétit du géant chinois – et non d'une décision abrupte et unilatérale des pays producteurs de restreindre l'offre, comme ce fut le cas lors du premier choc pétrolier.

La meilleure résistance des économies importatrices s'explique aussi par leur moindre dépendance énergétique : en trente ans, la quantité d'énergie nécessaire pour produire un euro de ri-

chesse a baissé de moitié en Europe. Enfin, l'inflation pétrolière ne s'est pas transmise aux autres prix : les mécanismes d'indexation qui existaient dans les années 70 ont été progressivement démantelés, la concurrence des pays émergents à bas salaires fait pression à la baisse sur les prix et, en Europe du moins, la morosité du marché du travail étouffe les revendications salariales. Autant de raisons qui préviennent le déclenchement d'une spirale inflationniste, comme cela avait été le cas dans les années 70, et évitent une hausse brutale du loyer de l'argent, synonyme de coups de frein sur la croissance.

Pour l'instant. Car la croissance pourrait ne pas résister longtemps à une nouvelle flambée des cours, que rien ne permet aujourd'hui d'exclure. La reprise des investissements pétroliers devrait certes remettre progressivement l'offre à niveau, mais le Fonds monétaire international (FMI) les estime encore très insuffisants. En outre, les tensions diplomatiques avec l'Iran, quatrième producteur mondial, créent de sérieux risques de rupture d'approvisionnement à court terme.

Bombe financière

Il y a trente ans, le déversement des pétrodollars avait constitué une bombe à retardement au cœur du système financier international. A l'époque, les surplus non dépensés par les pays pétroliers avaient majoritairement transité par les grandes banques occidentales. Noyées sous les liquidités et face à la déprime des économies du Nord, ces banques avaient alors massivement prêté aux pays du Sud et sans toujours suffisamment de discernement. Jusqu'à ce que la cessation de paiement du Mexique, en 1982, révèle les excès de cet emballement du crédit. Les banques avaient alors brutalement coupé les robinets du crédit aux pays émergents. La crise de la dette fut, notamment pour les pays d'Amérique latine, le début d'un long purgatoire économique et financier.

Les pétrodollars passent aujourd'hui beaucoup moins par les banques et s'investissent dans des actifs plus diversifiés. Le risque paraît donc mieux réparti que lorsqu'il reposait sur quelques grands établissements financiers. Les excédents pétroliers pèsent aussi moins lourds sur les marchés financiers internationaux. Leur augmentation entre 1973 et 1976 avait représenté près de 60 % des flux nets de capitaux privés mondiaux de l'époque, contre 37 % aujourd'hui. Mais les circuits empruntés par l'argent du pétrole sont devenus beaucoup plus opaques (voir page 10), ce qui pourrait engendrer des risques d'une autre nature. Les excès spéculatifs engendrés par ces flux se paient en tout cas déjà au niveau local, avec une forte chute des Bourses moyen-orientales intervenue il y a trois mois. Les pétrodollars contribuent sans doute aussi à une montée excessive du prix des actifs dans d'autres régions du globe.

Tout risque n'est pas écarté

Contrairement aux précédents, ce choc pétrolier paraît donc digéré sans douleur par l'économie mondiale. Mais au-delà des risques impondérables comme une nouvelle flambée du prix du pétrole, la montée des recettes pétrolières commence à inquiéter le FMI.

En 2006, l'excédent courant des pays exportateurs d'or noir devrait passer devant celui dégagé par les pays asiatiques. Il deviendrait ainsi la première contrepartie de l'abyssal déficit américain. Or, la dégradation inexorable des comptes extérieurs américains est aujourd'hui le plus gros risque qui pèse sur la stabilité économique et financière du monde. Et la montée des excédents pétroliers contribue à le creuser.

La descente aux enfers du déficit américain a certes commencé bien avant la flambée des cours du brut et elle ne saurait lui être imputable. Reste que la facture pétrolière américaine a augmenté de 148 milliards de dollars ces trois dernières années, soit la moitié du creuse-

ment du déficit extérieur au cours de la même période. L'argent qui revient vers les pays importateurs de pétrole sous forme de commandes de biens et de services de la part des pays producteurs profite de moins en moins aux Etats-Unis. Ceux-ci ne satisfont plus que 8 % des commandes des pays pétroliers, soit 6 points de moins qu'en 1981.

Si les pays pétroliers n'achètent plus grand-chose aux Etats-Unis, ils continuent en revanche de leur prêter massivement de l'argent. Certes les placements en euros ou sur les marchés locaux paraissent avoir de plus en plus de faveur auprès des pays producteurs, mais selon le FMI, leurs placements s'effectuent encore très majoritairement en dollars, même s'ils passent de plus en plus par des circuits détournés, de manière à échapper aux autorités de contrôle. Le billet vert est à la fois la monnaie de facturation du pétrole et la référence à laquelle les pays exportateurs de pétrole ancrent plus ou moins étroitement leur monnaie. L'accumulation des excédents pétroliers alimente donc la demande d'actifs en dollars, qui soutient le cours de la monnaie américaine et permet aux Etats-Unis de financer sans trop de peine leur excès de dépenses.

Il n'est guère rassurant de constater que le prix du pétrole est devenu une variable majeure dans l'équation des déséquilibres globaux. Ni de voir gonfler les revenus de pays qui épargnent bien plus qu'ils ne dépensent. Pour la stabilité de l'économie mondiale et pour la vigueur de sa croissance, le FMI presse donc les pays pétroliers de dépenser plus.

Dépensez maintenant !

Le peuvent-ils ? Oui, dans une certaine mesure. Seuls les deux tiers des recettes d'exportations pétrolières supplémentaires engrangées entre 2002 et 2005 ont été dépensées sous forme d'importations, contre près de 90 % lors du précédent choc pétrolier. Une modération sans doute nécessaire pour restaurer les comptes publics et extérieurs mis à mal pendant les années de pétrole bon marché, mais cet assainissement est maintenant largement réalisé. Avec des comptes en excédent et encore de belles recettes en perspective, les pays exportateurs peuvent consacrer la manne pétrolière à investir dans leur propre économie et dans le bien-être de leurs populations.

Les recettes d'exportation devraient être plus faciles à absorber que par le passé. D'abord, parce que leur niveau rapporté au nombre d'habitants a beaucoup baissé par rapport aux sommets atteints au début des années 80 (voir graphique page 10). Ensuite, parce qu'il est urgent d'augmenter les capacités de production pétrolière pour ramener les prix à plus de modération. Enfin, parce que les économies des pays pétroliers ont besoin de se diversifier. Celles-ci restent extrêmement dépendantes du pétrole. Les hydrocarbures représentent plus de la moitié des recettes d'exportation en Russie, plus de 75 % au Venezuela et plus de 90 % en Arabie Saoudite, en Iran ou en Algérie. Les recettes publiques dépendent, elles aussi, massivement (de 40 % à 70 % selon les pays) des revenus énergétiques.

Excédents persistants

Pourtant, plusieurs facteurs limitent la capacité de dépenses des pays exportateurs. Le premier est démographique. Les petites monarchies pétrolières du Golfe auront beau faire, la disproportion entre l'immensité de leur richesse pétrolière et la faiblesse de leur population rend les surplus actuels impossibles à éponger. Même les investissements colossaux entrepris à Dubaï, devenu le centre touristique et financier de la région, laissent aux Emirats arabes unis un excédent courant de l'ordre de 20 % de leur produit intérieur brut (PIB) en 2005.

Le deuxième facteur est monétaire. Si les pays exportateurs laissent l'argent du pétrole affluer à l'intérieur de l'économie domestique, la monnaie locale ne tarde pas à s'apprécier. Les produits importés coûtent alors moins chers, alors que la production locale perd en compétitivité sur les marchés extérieurs. Ce mécanisme favorise le rééquilibrage des balances commerciales, mais c'est aussi un piège pour les économies locales : les industries domestiques, moins compétitives, sont évincées par la concurrence étrangère. C'est pourquoi les pays exportateurs s'efforcent de limiter l'appréciation de leur monnaie, mais empêchent par là même la résorption de leurs excédents extérieurs.

Le troisième facteur est lié au caractère fini des réserves pétrolières. Certains pays doivent dès à présent se préparer à l'essoufflement de leur production. C'est le cas par exemple de la Russie, qui assurait près de 12 % de la production mondiale en 2005, alors

qu'elle ne détient que 6 % des réserves. La Norvège en produit 4 % pour 0,8 % seulement des réserves. Rien d'étonnant, donc, à ce que ces pays mettent massivement de l'argent de côté, à l'instar de la Norvège qui a placé en 2005 l'équivalent de 11 % de son PIB dans son fond pétrolier.

Une dernière limite, enfin, est d'ordre politique. Tant que la rente pétrolière sera accaparée par des oligarchies dans la plus grande opacité, elle continuera de partir vers des actifs étrangers ou sur les marchés locaux spéculatifs, au lieu de s'investir dans la diversification de l'économie ou la satisfaction des besoins de la majorité de la population.

D'où ce paradoxe : au Moyen-Orient par exemple, « les grandes infrastructures, comme les usines de désalinisation de l'eau, les projets de diversification industrielle et d'extension des capacités de production pétrolières s'appuient plutôt sur des financements internationaux », explique Guy Longueville, responsable du risque pays chez BNP Paribas. Quant aux travailleurs immigrés qui ont multiplié par trois la population de l'Arabie Saoudite depuis 1980, ils ne voient guère la couleur de l'argent du pétrole. Même chose pour la moitié des Algériens de moins de 30 ans toujours privés d'emploi. Certes un changement paraît s'amorcer : Alger a ainsi annoncé une augmentation des dépenses et de l'investissement public en 2006 ; le pays projette un grand programme d'infrastructures et vise la création de 2 millions d'emplois d'ici à 2009. Mais les Algériens attendent de voir. ■ S. M.

Alternatives Economiques
(mai 2006)

La flambée des prix de l'or noir a fait exploser les recettes des pays pétroliers. Cette manne revient partiellement vers les pays importateurs sous forme d'importations et de placements. Mais ses effets restent déstabilisateurs.

Le pétrole est une des choses au monde les plus mal partagées. Une quinzaine de pays, hébergeant moins du dixième de la population mondiale, concentrent l'essentiel de la production. Depuis trois ans, le prix du baril a été multiplié par deux. Les recettes pétrolières de ces pays ont, elles aussi, fait la culbute, pour atteindre près de 800 milliards d'euros en 2005. Pour les pays importateurs, ce doublement des revenus pétroliers correspond à une ponction de 1,3 % sur la production des pays développés, selon le Fonds monétaire international (FMI), et de près de 4 % sur celle de la Chine. À l'inverse, pour les pays exportateurs, c'est une manne souvent bien difficile à digérer : ils ont engrangé en trois ans l'équivalent du tiers de leur produit intérieur brut (PIB) en revenus supplémentaires.

La majeure partie de cet argent est cependant « recyclée » : elle repart vers les pays importateurs sous forme, d'abord, de commandes de biens et de services. L'augmentation de la demande des pays pétroliers compense donc partiellement la contraction de la demande interne des pays importateurs, limitant ainsi l'effet de la hausse des prix du pétrole sur la croissance mondiale.

Cette compensation par le commerce n'est cependant que partielle : noyés sous les liquidités, les pays pétroliers épargnent plus qu'ils ne dépensent. Le recyclage est donc égale-

ment financier : une part importante des pétrodollars se déverse sur les marchés de capitaux internationaux. Avec un effet modérateur sur le taux d'intérêt, lui aussi favorable à la croissance. Mais cet afflux de capitaux est aussi potentiellement déstabilisateur pour le système financier international : il nourrit en particulier la hausse spéculative des prix des actifs financiers et immobiliers. Il modifie également les rapports de force dans la propriété du capital à l'échelle mondiale, causant des problèmes politiques comme on l'a vu dans le cas des ports américains qui devaient passer sous le contrôle de capitaux de Dubaï.

Cette gigantesque redistribution des flux commerciaux et financiers est donc loin d'être neutre sur la croissance mondiale. Les deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 ont montré son redoutable pouvoir de déstabilisation. L'économie mondiale a bien résisté pour l'instant, mais pour combien de temps encore ? Le prix du baril bat de nouveaux records : il a dépassé le plafond des 70 dollars en avril. Et il ne semble pas près de redescendre. Les surplus pétroliers des pays exportateurs paraissent donc là pour durer. Où va cet argent ? La réponse à cette question est forcément partielle : l'opacité règne en maître sur les circuits de l'or noir. Il faut pourtant tenter d'y jeter quelque lumière pour comprendre à quels risques la fièvre pétrolière nous expose. ■

Sandra Moatti

Alternatives Economiques
(mai 2006)

Tournez la page S.V.P.

Pétrole, gaz : une année à risques

La crise russo-ukrainienne et le dossier du nucléaire iranien ont relancé les tensions autour des hydrocarbures. Incertitudes politiques, état réel des réserves, le paysage énergétique devient de plus en plus flou.

L'année 2006 a débuté par deux crises dans le domaine de l'énergie : la « guerre » Moscou-Kiev sur le prix du gaz fourni par la Russie à l'Ukraine, dans les premiers jours de janvier, suivie peu après d'une confrontation entre l'Iran et les Occidentaux sur le programme nucléaire de Téhéran, qui a poussé la République islamique à brandir la menace de représailles pétrolières.

Si l'on y ajoute l'attaque par des « mouvements de libération » locaux d'installations de Shell au Nigeria et la nationalisation en cours du secteur gazier en Bolivie, tout semble réuni pour faire de 2006 une année de fortes tensions sur la planète énergie, notamment sur les prix.

C'est dans ce contexte que les ministres de l'énergie des onze Etats membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) se sont réunis, le 31 janvier, à Vienne. Le monde assoiffé risque-t-il de manquer d'or noir ? De l'avis des spécialistes du secteur et des pays producteurs, il est aujourd'hui bien approvisionné. L'Arabie saoudite, chef de file du cartel pétrolier, entend maintenir sa production et même la porter de 9,5 à 11 millions de barils par jour

en cas d'urgence. Mais ces promesses cachent mal la difficulté de Riyad à rester le *swing producer* – le producteur d'appoint – de naguère.

Parmi les inquiétudes immédiates, les marchés spéculent sur une rupture possible des approvisionnements – d'abord en provenance du Nigeria. Les attaques répétées contre les installations dans le delta du Niger par des groupes armés, qui exigent que les retombées des revenus pétroliers bénéficient aux populations locales et ne soient pas « siphonnées » par le pouvoir central, ont entraîné un recul de près de 10 % de la production. De plus, ses plates-formes offshore et ses installations à terre ne sont pas à l'abri d'une grève lancée par des syndicats qui réclament plus de sécurité.

Les marchés
spéculent
sur une rupture des
approvisionnements,
d'abord
en provenance
du Nigeria

Le dossier iranien, lui, n'aura de retombées sur l'approvisionnement que si les Nations unies sanctionnent l'Iran. Téhéran exporte chaque jour 2,7 millions de barils, soit plus que le 1,5 million de capacité excédentaire de production aux mains des seuls Saoudiens. Une interruption de ses livraisons créerait donc une pénurie. « Un pic à 90 dollars le baril pourrait avoir lieu en 2006 si la situation en Iran devenait

plus tendue », estimait ainsi David Butter, économiste en chef de l'Economist Intelligence Unit, lors d'une récente réunion à Dubaï.

La stabilité du secteur gazier n'est pas plus assurée. Dans l'attente des modalités de la « *nationalisation des hydrocarbures* » annoncée par le président bolivien Evo Morales, les grandes compagnies diffèrent leurs investissements (*Le Monde* du 26 janvier). Le conflit sur les prix et les approvisionnements entre la Russie et les ex-satellites de l'URSS n'est toujours pas totalement réglé. Moscou accuse régulièrement Kiev de détourner du gaz à destination de l'Europe. Et la Géorgie a vu la main russe derrière les récents attentats qui ont endommagé le pipeline acheminant le gaz de son ancien « grand frère ».

Or la dépendance des pays de l'Union européenne vis-à-vis du gaz russe va s'accroître dans les prochaines années. « *Le problème n'est pas le gaz russe, mais Gazprom* », souligne Claude Mandil, directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Explication : « *Les consommateurs occidentaux ne peuvent l'acquérir qu'en passant par une seule société monopolistique dirigée par le Kremlin.* » Ce dernier, en effet, a repris les rênes de ce conglomérat pour assurer la maîtrise de sa politique énergétique.

Le deuxième facteur de risque a, lui, des racines économiques : une insuffisance des investissements d'exploration-production. Elle prive les pays consommateurs des 5 millions de barils par jour qui permettraient de compenser une éventuelle rupture des approvisionnements en provenance d'Iran, du Nigeria ou du Venezuela, les trois pays à hauts risques. Car, en dépit de la croissance soutenue de l'investissement dans le secteur parapétrolier, dénotant la mise en exploitation de nou-

veaux gisements, les capacités de production et de raffinage peinent à répondre à la demande de brut.

Celle-ci progressera de 2,2 % en 2006, estime l'AIE. Les Etats-Unis resteront le plus gros consommateur - avec le quart de la production mondiale - et la Chine sera toujours plus gourmande, avec une consommation en hausse de 6 %.

Le récent voyage d'Abdallah à Pékin - le premier d'un monarque saoudien dans l'ex-empire du Milieu - s'est soldé par un protocole d'accord qui prévoirait des coopérations massives dans les secteurs pétrolier, gazier et minier.

Cet accord entre le premier producteur d'or noir et le deuxième consommateur confortera Washington dans sa politique de diversification des sources d'approvisionnement qu'il mène depuis plusieurs années, en créant un marché pétrolier en Asie centrale et en Afrique de l'Ouest.

Car le Moyen-Orient, qui reste de très loin le premier pourvoyeur d'or noir, fait peser deux hypothèques : il concentre près des deux tiers des réserves mondiales, évaluées à 1 278 milliards de barils par l'*Oil and Gas Journal*, et la dépendance de l'Occident vis-à-vis d'une poignée de pays (Arabie saoudite, Iran, Koweït...) devrait encore en être « *fortement accrue* », prévient l'AIE.

L'horizon est aussi obscurci par les questions sur la réalité des réserves dans le golfe Arabo-Persique. Sont-elles aussi importantes que les pays producteurs de la région ou la compagnie BP l'affirment ? Après les doutes sur les réserves saoudiennes émis par Matthew Simmons, un banquier texan spécialiste du pétrole, ce sont désormais les réserves du Koweït qui seraient, selon la lettre hebdomadaire *Petroleum Intelligence Weekly*, deux fois inférieures aux chiffres officiels. ■

JEAN-MICHEL BEZAT

Le Monde
(14 février 2006)

ÉNERGIE LE PRIX DU BARIL A FRANCHI LA BARRE DES 70 DOLLARS**La France redevient une terre de prospection pétrolière**

LA BARRE des 70 dollars pour un baril de pétrole a été franchie jeudi 13 avril. C'est le brent de la mer du Nord qui a signé ce record : il a atteint 70,57 dollars le baril (pour livraison en juin) sur l'Intercontinental Exchange (ICE), à Londres.

Cette flambée de l'or noir a - depuis plusieurs mois déjà - réveillé la soif de pétrole en France, redevenue une terre d'exploration. Charmottes, Saint-Firmin-des-Bois, Châteaurenard, Villeperdue, Courtenay, Dommartin-Lettrée.... Il y a du pétrole dans toutes ces concessions du Bassin Parisien, du brut (sans bulles) dans la Marne, des promesses d'hydrocarbures en Aquitaine.

Ce n'est pas un nouvel eldorado (on y pompe depuis plusieurs décennies), mais cela ressemble à une renaissance. *"La France demeure une terre de prospection"*, assurent les experts du ministère de l'économie. Au total, 62 champs pétrolifères produisent actuellement 1% (8 millions de barils) de la consommation française.

"Stimulés par un prix du baril élevé, les investissements dans l'exploration devraient nettement augmenter et pourraient dépasser 50 millions d'euros" cette année, anticipe-t-on à Bercy. Un chiffre qui n'avait plus été atteint, depuis dix ans, même s'il peut faire sourire quand on le compare aux 100 milliards d'euros que les plus gros pétroliers investiront cette année.

Lancement de microcompagnies

En Aquitaine, *"on peut trouver des choses intéressantes en prolongeant des forages en profondeur à l'aplomb de structures existantes ; à faible profondeur pour du gaz ; dans de nouvelles zones à prospecter"*, explique le géophysicien Franck Hanot, auteur d'une étude pour le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM).

A l'exception de Total, les majors ont peu à peu laissé le champ libre à des sociétés de taille moyenne. Le canadien Vermilion, l'américain Toreador ou le suédois Lundin reprennent des études géologiques anciennes et sondent de nouveaux bassins sédimentaires en mettant à profit les progrès de la sismique et le développement des forages horizontaux.

Vermilion a annoncé, le 6 mars, le rachat de la filiale exploration production d'Esso France (Exxon Mobil) pour 161 millions de dollars (133 millions d'euros). Dans la corbeille, huit champs en Ile-de-France et en Aquitaine. Et 3 500 barils de plus par jour, qui porteront sa production française à 9 700 barils équivalent pétrole.

Ce ne sont que quelques gouttes dans un océan d'or noir - la Saudi Aramco produit quotidiennement 9,5 millions de barils -, mais elles s'écoulent très bien sur un marché où l'offre peine à répondre à la demande.

Des ingénieurs-businessmen lancent des microcompagnies. Essence de Paris, créée en juillet 2005, vient de déposer une demande de permis d'exploration. Comme son patron, José Ivan Diaz Barrera, ces "aventuriers" sont des anciens d'Elf, Total, BP ou d'Esso. Ils assurent avoir anticipé, dès le milieu des années 1990, la flambée actuelle des cours.

Jean-Michel BEZAT

Le Monde
(15 avril 2006)

L'impact de la hausse touche tous les secteurs

Tous les secteurs de l'industrie et des transports sont pénalisés par la flambée de l'or noir, directement ou indirectement.

Automobile : réduction de l'usage de la voiture

La flambée du prix du carburant pousse les Français à modérer l'usage de leur voiture plutôt qu'à acheter des véhicules modernes et moins polluants. Au premier trimestre, les ventes de voitures neuves étaient stables par rapport à l'an dernier en données brutes (+ 0,1 %) et en recul de 3 % à nombre de jours ouvrables comparables. En revanche, 50 % des consommateurs français disent utiliser moins leur voiture, pour faire des économies de carburant, et un ménage sur trois est contraint d'économiser sur ses dépenses courantes, selon une étude d'AC Nielsen. En Europe, 45 % des consommateurs interrogés prétendent laisser plus qu'avant leur voiture au garage. Conséquence de cette prise de conscience : malgré la multiplication des nouveaux tronçons d'autoroute, le kilométrage moyen des voitures particulières a baissé l'an dernier de 3 % dans l'Hexagone, à seulement 13.200 kilomètres par an, et les achats d'essence ont flanché de 6 %, tandis que les dépenses de gazole marquaient le pas, à + 1 %, selon le ministère de l'Industrie. D'où un trou dans les recettes fiscales de l'Etat.

Transport aérien : les couvertures insuffisantes

L'envolée du prix du carburant reste le principal ennemi des compagnies aériennes. Malgré la croissance toujours soutenue du trafic et du chiffre d'affaires, l'augmentation de leur facture pétrolière, de 20 % à 30 % en moyenne depuis janvier, pèse lourdement sur les résultats. La situation est toutefois très différente selon que les compagnies disposent ou pas d'une couverture pétrolière. Les plus mal loties sont les majors américaines, qui n'ont pas les moyens d'ache-

ter du carburant à terme. Elles devraient encore afficher plus de 2 milliards de dollars de pertes cumulées en 2006. En Europe, les grands transporteurs aériens sont encore bien protégés, notamment Air France-KLM, qui a couvert 91 % de ses besoins sur l'exercice 2005-2006 sur la base d'un baril à 41,9 dollars. Toutefois, le bénéfice de ces couvertures va en se réduisant. Pour l'exercice 2006-2007, la compagnie payera son carburant sur la base d'un baril à 53,1 dollars après couverture, soit une augmentation de 26,7 % des coûts pétroliers, qui ne sera que partiellement compensée par une nouvelle hausse du prix des billets.

Transport routier : dégradation de la marge

Malgré la reprise de l'activité constatée en mars, la hausse du prix du pétrole fragilise davantage la situation financière déjà tendue des entreprises françaises de transport routier. Le prix du gazole à la pompe a battu de nouveaux records, à 86,74 euros l'hectolitre le 14 avril dernier, selon la note de conjoncture de la FNTR. Au cours du premier trimestre, la facture des transporteurs routiers – qui avait déjà gonflé de 19,8 % en 2005 – a ainsi augmenté de 5,6 % en moyenne par rapport à l'an dernier et de 2,9 % de mars à avril. Selon la FNTR, elle représente désormais 25,8 % des coûts pour un véhicule en longue distance et 17,7 % en transport régional. En raison de la forte compétitivité du secteur, notamment à l'international, cette augmentation des coûts n'a pu être répercutée intégralement sur les tarifs, qui ont augmenté de 4 % au premier trimestre, ce qui se traduit par une nouvelle dégradation de la marge.

Chimie : la facture a doublé en deux ans

La chimie est l'un des secteurs les plus concernés par la hausse du prix du baril. « Les hydrocar-

bures, pétrole et gaz, représentent 75 % du coût de nos matières premières », souligne Jean Pelin, le directeur général de l'Union des industries chimiques (UIC). La facture a presque doublé en deux ans pour les chimistes français : elle est passée de 5,5 milliards d'euros en 2004 à « près de 10 milliards » aujourd'hui. Certains industriels parviennent à répercuter la hausse « presque intégralement » sur leurs prix de vente. C'est le cas notamment pour les grands produits intermédiaires, comme le benzène, l'éthylène ou le propylène. Plus en aval, les chimistes de spécialités ont « plus de mal » à faire accepter des hausses de prix à leurs clients. Surtout dans les secteurs où la demande faiblit. Les chimistes les plus pénalisés sont les fournisseurs de l'industrie automobile, des peintures, de l'agrochimie et du papier, selon Jean Pelin.

Sidérurgie : un surcoût indirect

Quand les cours du pétrole s'envolent, les sidérurgistes ne s'affolent pas, car, soulignent-ils, ils ne sont pas directement tributaires de cette énergie. Pour eux, l'impact d'une hausse est seulement indirect, au travers de l'évolution des coûts de transport, et surtout de celle des prix de l'électricité et du gaz naturel, deux énergies dont ils sont gros consommateurs et qui suivent les variations de l'or noir. Néanmoins, Arcelor mentionne dans son rapport annuel que « l'exposition sous-jacente au prix du brut a représenté

un facteur de risque important lors de la montée du prix du pétrole enregistrée au cours de l'année 2005 ». Pour se protéger, les producteurs d'acier cherchent à devenir autosuffisants – Arcelor produit ainsi un tiers de l'énergie qu'il consomme – et se couvrent par le biais de contrats ou d'options d'achat. La flambée des prix du pétrole a un impact positif sur certains : Vallourec, producteur de tubes sans soudure pour l'énergie, profite ainsi des investissements des compagnies pétrolières.

Gaz de France : atteint de plein fouet

Chaque record battu par les cours du brut ou du WTI américain est une mauvaise nouvelle pour le gazier tricolore, dont les contrats d'approvisionnement sont directement indexés sur les prix internationaux de l'or noir. Depuis plus d'un an, Gaz de France subit de plein fouet la flambée des prix. Conformément aux règles tarifaires en vigueur, les prix pratiqués sur son marché domestique sont censés refléter l'évolution de ses coûts. Problème : GDF n'a pas obtenu ces derniers mois les hausses de tarifs qui lui auraient permis de compenser l'alourdissement de ses coûts d'approvisionnement.

Les Echos
(24 avril 2006)

DIPLOMATIE ÉNERGIE

Le G7 appelle à accroître les capacités mondiales de production de pétrole

WASHINGTON
ENVOYÉ SPÉCIAL

Avec un baril de pétrole à 75 dollars et une Chine dépassant le rythme de 10 % de croissance annuelle, il était inévitable que les sept pays les plus riches de la planète placent ces deux sujets au centre de leurs préoccupations. A l'issue de la réunion des ministres des finances du G7, les 20 et 21 avril à Washington, l'Allemagne, le Canada, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, le Japon et l'Italie ont demandé, sans détour, des mesures de sauvegarde dans ces deux domaines. Ceux-ci sont d'ailleurs liés, comme le montre l'arrivée, samedi, du président chinois Hu Jintao en Arabie saoudite.

Au cours du dîner qui a clos leurs travaux, vendredi 21 avril, les ministres des finances de ces sept pays ont appelé à des investissements « cruciaux » dans « l'exploration, la production, les infrastructures énergétiques et les capacités de raffinage ». Il s'agit d'éviter que la spéculation fasse s'envoler les cours en jouant la peur de la pénurie.

Sur les équilibres monétaires, la Chine est, de manière inhabituelle, nommément désignée parmi les pays amassant des excédents commerciaux considérables. Le G7 souhaite qu'ils acceptent une plus grande flexibilité de leurs taux de change monétaire afin d'éviter des chocs en retour nuisibles. En réalité, la réflexion des sept ministres des finances a été plus subtile. Dans une déclaration rédigée la veille, ils avaient cherché à corriger les graves déséquilibres qui menacent la croissance actuelle. Comme l'a illustré, lors de sa conférence de presse, Thierry Breton,

ministre français de l'économie et des finances, la planète se trouve écartelée entre « l'Asie qui devrait consommer davantage et les Etats-Unis qui devraient épargner davantage ». La solution ne semble pas hors de portée. Depuis son dernier congrès, le Parti communiste chinois souhaite, lui aussi, développer la consommation privée. De son côté, Washington a amorcé la réduction de son déficit budgétaire et le freinage de la frénésie d'achats des ménages américains. Le G7 souhaite que ces politiques soient poursuivies.

Telles ne sont pas les préoccupations des principaux pays en développement, réunis dans le Groupe des 24 (G24). C'est une grande insatisfaction qu'ils ont exprimée dans leur communiqué du 21 avril publié à Washington. Ils redoutent que le cycle de Doha ouvert dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) échoue et qu'ils ne puissent profiter des bienfaits de la libéralisation dans le domaine agricole. Ils réclament en effet la suppression des 350 milliards de dollars que les pays développés consacrent au soutien de leurs propres agricultures.

Ces pays rappellent que l'objectif de réduire de moitié la pauvreté mondiale d'ici à 2015 ne sera pas atteint sans des aides plus vigoureuses. Enfin, le G24 demande que le Fonds monétaire international (FMI) reconnaisse à ses membres les plus éminents une place dans ses organes politiques plus conforme à leur poids réel. Samedi 22 avril, le secrétaire général du FMI devait recevoir de son conseil d'administration le mandat de donner au Fonds une meilleure représentativité. ■

ALAIN FAUJAS

Le Monde
(23 avril 2006)

Mémoire de la France pour une relance de la politique énergétique européenne dans une perspective de développement durable. Janvier 2006.

(Extrait)

4-2 Pétrole.

Le monde produit et consomme chaque jour environ 84 millions de barils de pétrole, provenant pour l'essentiel des pays de l'OPEP (un peu plus du tiers), et de la Fédération de Russie. Sur cette production mondiale, les États-Unis en absorbent quotidiennement plus du quart, avec environ 21 Mb/j, l'Europe occidentale a pour sa part besoin de 15,6 Mb/j (19%), le troisième plus gros pays consommateur de pétrole étant, assez loin derrière, la Chine, avec environ 7 Mb/j. C'est dire la tension structurelle qui existe aujourd'hui au niveau mondial entre l'offre et la demande de pétrole, le moindre incident au niveau des capacités de production et d'exportation se répercutant sur le niveau des prix, avec des amplifications à court terme dues à la spéculation et au manque de transparence des marchés.

Dans ce contexte, la France propose une action concertée des Européens pour réduire les tensions sur le marché du pétrole, qui pourrait reposer sur les propositions suivantes :

En matière de filière technologique :

Au sein de l'UE :

- Étudier les mesures incitant à remplacer le pétrole dans ses usages substituables, notamment pour le chauffage et la production électrique ;
- Accélérer l'usage de biocarburants, du gaz naturel et du GPL dans les transports, notamment dans ces flottes captives ;
- Soutenir la chimie verte en substitution de la pétrochimie ;
- Réfléchir aux moyens de créer un cadre plus incitatif à l'augmentation des capacités de raffinage et à la meilleure adéquation des produits raffinés aux marchés ;

À l'extérieur de l'UE :

- Inciter des partenariats croisés avec les principaux pays producteurs, en vue de développer des projets conjoints portant sur l'ensemble de la chaîne pétrolière, notamment dans le secteur du raffinage ;

S'agissant des échanges d'informations :

Au sein de l'UE :

- Publier régulièrement l'état des stocks pétroliers européens, à l'image de ce que font les États-Unis. Ceci serait de nature à améliorer la transparence du marché pétrolier européen ;
- Demander au futur observatoire européen des marchés de l'énergie (EMOS) de mener, en concertation avec l'AIE, des études prospectives, en proposant des mesures concrètes, sur l'évolution de la production et de la consommation dans les pays producteurs comme dans les pays consommateurs, ainsi que les moyens de résorber les différents goulets d'étranglement qui peuvent exister dans la chaîne pétrolière.

À l'extérieur de l'UE :

- Amplifier et renforcer les dialogues énergétiques de l'UE avec la Russie (Conseil de partenariat permanent), l'Ukraine (MoU signé en décembre 2005), les pays de l'OPEP (dialogue UE-OPEP initié en 2005), les pays méditerranéens, la Chine (MoU sur les stratégies dans les domaines de l'énergie et des transports signé en septembre 2005), l'Inde en vue de favoriser des convergences des politiques énergétiques respectives (par exemple sur l'intérêt partagé d'une meilleure efficacité énergétique), y compris dans la gestion des investissements dans les capacités de production ;
- Développer la coopération avec les principaux pays producteurs sur la diversification de leurs économies, qui est d'intérêt partagé, y compris concernant le potentiel de développement des énergies renouvelables et des nouvelles technologies de l'énergie dans ces pays.

La seconde vie de l'or noir

Vive le pétrole cher ! L'automobiliste français, toujours ronchon, taraudé par le sentiment d'être la vache à lait de l'Etat, n'appréciera pas le propos. Il ferait volontiers passer son auteur pour un de ces « Khmers verts » ravis de voir le prix du principal moteur de l'économie flamber à mesure que ses réserves déclinent et favoriser ainsi l'entrée dans l'après-pétrole. Sans adhérer aux thèses des partisans de la décroissance économique, ce renchérissement a pourtant bien des vertus tant qu'il n'entraîne pas de récession économique et ne freine pas l'essor des pays émergents. Et d'abord celle de repousser à plus tard l'épuisement de l'or noir.

Certains écologistes se sont enthousiasmés un peu vite de l'envolée des cours. N'allait-elle pas entraîner un recul de la consommation et une réduction de la pollution, la baisse des échanges et la relocalisation des activités, des économies d'énergie et le développement de la biomasse, de l'éolien et du solaire, désormais proches du seuil de rentabilité ? Las, avec le secours de la technologie, cette situation de crise va assurer une seconde vie au pétrole, constate la revue *L'Ecologiste* dans son numéro de mars-avril. Léger et aisément extractible, le brut n'était qu'une matière première ; lourd et difficile à raffiner, voire dérivé d'autres énergies fossiles, il devient un produit manufacturé.

Les précédents chocs pétroliers avaient déjà rendu les économies occidentales plus sobres. Elles ont besoin de moins d'électricité ou de combustibles fossiles pour produire la même quantité

de richesse. Le poste essence et gazole est moins lourd qu'il y a trente ans dans le budget des ménages. La fin de l'indexation des salaires sur les prix et la mondialisation de l'économie ont jugulé les risques de dérapage de l'inflation, qui n'a été que de 1,5 % en 2005 pour une hausse des carburants de 25 %. Et les dix-neuf centrales nucléaires mises en service entre 1977 et 1999 ont permis des dizaines de milliards d'euros d'économies sur la facture énergétique de la France, tombée en vingt-cinq ans de 5 % à 2,26 % du PIB.

L'envolée actuelle des cours, conjuguée à la faiblesse de la croissance, a eu pour premier effet d'entraîner un léger recul (0,9 %) de la consommation de pétrole en France en 2005. Les automobilistes ont moins roulé (baisse de 3 % du kilométrage) et les ventes de carburants se sont repliées de 1 %. D'autres bénéfices apparaissent aujourd'hui. Une partie – sans doute insuffisante – des surplus de recettes des producteurs a été réinjectée dans l'achat de biens manufacturés, soutenant les exportations de certains pays industrialisés vers les monarchies du golfe Persique ou la Russie.

De bons économistes rappellent qu'un pétrole cher améliore la qualité de la production de biens et de services. S'il entraîne une baisse du pouvoir d'achat des ménages et un recul de la consommation de certains produits de base, il génère une augmentation sensible de l'investissement dans de nouvelles techniques d'exploration-production d'or noir et des recherches dans les énergies renouvelables, autant de facteurs de croissance à long terme.

Après vingt ans de prudence liée à des cours du

ANALYSE

JEAN-MICHEL BEZAT

pétrole bas et erratiques, les pétroliers ont relancé leurs investissements. Plus de capitaux, c'est plus de découvertes ou, à tout le moins, plus de moyens pour augmenter le taux de récupération des gisements (30 % aujourd'hui). Une bonne partie de ce surcroît de capitaux est en effet absorbée par des coûts d'exploration-production qui grimpent à mesure que les majors exploitent des champs pétrolifères plus difficiles d'accès ou rachètent les rares réserves disponibles à des prix exorbitants.

« Pétroles technologiques »

Au Qatar, en Malaisie et au Nigeria, les majors élaborent un carburant à partir du gaz (*gas to liquids*). Riches en charbon, Américains et Chinois travaillent activement à sa transformation en pétrole (*coal to liquids*), reprenant une technique largement exploitée par l'Allemagne nazie durant la seconde guerre mondiale et reprise par l'Afrique du Sud lorsque sa politique d'apartheid la frappait d'embargo sur l'or noir. Avec plus de deux cents ans de réserves au rythme de consommation actuel (contre quarante ans pour le pétrole), « King Coal » a encore de beaux jours devant lui.

Ces huiles miraculeuses sont-elles rentables ? Oui, à moins d'un effondrement du prix du baril comme en 1986 et 1998, répond le Cambridge Energy Research Associates, un centre d'études américain de référence. Les sables bitumineux du Canada ou les pétroles dérivés du gaz et du charbon sont économiquement viables à 40 dollars le baril et les huiles lourdes à 50 dollars. Sans parler des biocarburants, comme l'éthanol américain à base de maïs (à 60 dollars le baril) et le biodiesel (à 80 dollars). Certains prévoient déjà qu'un tiers de la production mondiale proviendra des « pétroles technologiques » en 2015.

Le protocole de Kyoto à peine entré en vigueur (février 2005), cette relance tous azimuts dans le secteur pétrolier pose la question du bilan énergétique et environnemental des huiles extra-lourdes et des carburants de synthèse. Les écologistes n'y voient qu'un avatar supplémentaire de l'« *idéologie libérale productiviste* », un fol emballement destiné à repousser de quelques années le fameux *peak oil*, cette échéance incertaine – 2010, 2020, 2030 ? – qui marquera le déclin inexorable de la production pétrolière.

Si les « pétroles technologiques » quadruplent les réserves actuelles de brut dit « conventionnel », leur production se fera à grand renfort d'énergie et accroîtra inévitablement les émissions des gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique. Qu'à cela ne tienne, rétorquent les industriels, ces projets pharaoniques s'accompagneront d'ambitieux programmes de recherche et d'investissements (charbon propre, captage et séquestration du CO₂,...) qui donneront du travail aux ingénieurs de Total, de Gaz de France, de Technip, d'Air Liquide ou de l'Institut français du pétrole (IFP).

L'Agence internationale de l'énergie (AIE) invite les pays consommateurs à suivre les recommandations de son rapport « Dépêchons-nous d'économiser le pétrole » (2005), qui ne juraient pas dans le programme des Verts. Sans grand écho. Le prix de l'or noir est encore trop bas et le choc trop lent pour déclencher une prise de conscience.

Même si le baril a plus que triplé depuis 2002, il ne vaut que 70 dollars, assez loin de son record de plus de 90 dollars (valeur 2006) en 1981. Patience, conseillent les écologistes; il va vite le dépasser. A 120 dollars le baril, la donne va changer. Et, à 200 dollars, c'est notre mode de vie qui sera totalement bouleversé. ■

Le Monde Economie
(24 mai 2006)

**A PARTIR D'UN DOSSIER, RÉPONSE À UNE OU PLUSIEURS QUESTIONS
ÉCONOMIQUES ET/OU JURIDIQUES**

L'utilisation de tout matériel et de toute documentation personnelle est interdite.

En vous inspirant des documents joints en **annexe 1** (pages 22 à 25) et **annexe 2** (pages 26 et 27) et en mobilisant vos connaissances personnelles, veuillez répondre aux questions suivantes :

PREMIÈRE QUESTION

Le texte proposé en **annexe 1** présente une réflexion sur le niveau de la dette publique.
Montrez quels sont les avantages et les limites de l'impact des déficits publics sur l'économie française.

DEUXIÈME QUESTION

Le texte proposé en **annexe 2** présente une réflexion sur la réforme du marché du crédit hypothécaire.
Montrez quelles sont les raisons qui ont poussé à une réforme de l'hypothèque et les réserves qu'elle suscite.

TROISIÈME QUESTION

Les contrats de travail dits précaires : définition, conditions d'utilisation, avantages et inconvénients.

La dette publique est-elle un problème ?

1. DE L'UTILITÉ DE LA DETTE

La dette publique française **augmente** ; ce qui n'est pas forcément grave. Comme l'a enseigné Keynes, l'endettement peut être **utile** à la croissance et il serait inefficace de gérer l'Etat comme un bon père de famille.

Le problème

est que la dette n'a produit **aucun résultat** significatif en matière de croissance économique : le soutien apporté à la demande a été faible et l'investissement public est en baisse.

Certes, l'endettement n'a pas été inutile, puisque les dépenses publiques ont contribué à maintenir la cohésion sociale ; mais il n'a pas fourni les bases d'un remboursement ultérieur. Le **service de la dette** commence donc à **peser lourd** et une **réduction** de l'endettement devient **nécessaire**.

La dette publique de la France s'élevait à 1 067 milliards d'euros fin 2004, selon la commission Pébereau, ce qui représente huit mois de production de la France. C'est un niveau d'endettement élevé, mais qui n'a rien d'exceptionnel, puisque la France se situe dans la moyenne européenne, loin de l'Italie (un an de production) ou du Japon (vingt mois de production). Le rapport Pébereau insiste cependant, à juste titre, sur le rythme rapide de l'augmentation de la dette depuis une vingtaine d'années : environ 6 % par an en euros constants, ce qui est trois fois plus rapide que le

produit intérieur brut (PIB). En conséquence, la part de la dette dans le PIB est passée de 20 % en 1980 à 67 % en 2005. Dans le même temps, la dette a été nettement réduite dans de nombreux pays européens. Cette détérioration de la situation est-elle grave ?

Il faut se méfier de l'apparent bon sens qui veut qu'une bonne gestion des finances publiques les maintienne en équilibre, car l'Etat n'est pas un ménage. Loin d'être immoral, l'endettement de l'Etat peut être fort utile. A court terme, les déficits publics (●) soutiennent la demande. Le dynamisme de la demande dé-

pend des comportements des entreprises, des ménages, des administrations et de l'extérieur (les agents, comme disent les économistes). Ces dernières années, le solde extérieur a généralement pesé négativement sur la croissance, alors que l'investissement des entreprises a été très volatil. La croissance repose donc sur les ménages et les administrations. La contribution des administrations à la croissance est très stable en France : 0,5 point en 2001 et 0,7 point par an les trois années suivantes. Le déficit public a donc représenté un soutien à la croissance.

De plus, les dépenses publiques font bouler de neige : les dépenses des fonctionnaires ou les investissements publics accroissent l'activité des entreprises, qui à leur tour distribuent plus de salaires et de dividendes. Ce mécanisme, connu sous le nom de multiplicateur des dépenses publiques, a été mis en évidence par l'économiste anglais Richard Kahn, en 1931. Il est au cœur des propositions keynésiennes de politique budgétaire, destinées à relancer la croissance et l'emploi. Mais le multiplicateur ne fonctionne efficacement que si l'argent distribué sous forme de dépenses publiques n'est pas repris sous forme d'impôts. Le déficit est donc nécessaire pour un temps si l'on veut accélérer la croissance. Il faut remarquer néanmoins que, dans cette logique, la dette à long terme est nulle, les excédents des années de vaches



Etudiant et chercheur du CNRS. La montée de l'endettement n'a pas d'abord servi à investir dans l'avenir.

grasses compensant les déficits des années de vaches maigres.

Ce raisonnement a été contesté par l'économiste américain Robert Barro. Reprenant une intuition de David Ricardo, il affirme que le déficit d'aujourd'hui étant l'impôt de demain (il faut bien rembourser ses dettes), les ménages réagissent au déficit public en augmentant par précaution leur épargne au détriment de leur consommation. Dans ce cas, la hausse des dépenses publiques est compensée par la baisse des dépenses privées et la croissance n'augmente pas. Ce mécanisme hypothétique ne semble pas s'appliquer en France ces dernières années. En effet, les dépenses de consommation et d'investissement des ménages augmentent plus vite que leur revenu, ce qui entraîne une diminution de l'épargne, contrairement au pronostic de Barro.

Le déficit public est également accusé de dissuader les agents privés d'investir,

Les contours de la dette

● La notion de dette publique a été précisée à la suite de l'utilisation de ce critère dans le cadre de la monnaie unique (critères de Maastricht et d'Amsterdam).

Elle comprend les passifs de l'ensemble des administrations publiques, qu'il s'agisse de l'Etat au sens strict, des administrations de sécurité sociale ou des collectivités locales. Il s'agit d'une dette brute, ce qui veut dire qu'il n'est pas tenu compte de la valeur des actifs publics.

Le rapport Pébereau suggère de tenir compte, à côté des sommes empruntées, des engagements de l'Etat en matière de retraite des fonctionnaires, ainsi que des engagements de certaines entreprises publiques. Dans ce cas et selon le mode de calcul retenu, la dette pourrait atteindre jusqu'à 2 000 milliards d'euros. Il est clair que les retraites à venir ne sont pas de la dette proprement dite, puisque ces sommes ne sont pas empruntées et ne portent pas intérêt. Par ailleurs, s'il faut

intégrer dans la dette toutes les dépenses supplémentaires à venir de l'Etat, le rapport Pébereau est incomplet : il faudrait aussi comptabiliser les dépenses de santé qu'occasionneront tous les enfants nés et à naître ou le remplacement des infrastructures indispensables. L'exercice est forcément assez artificiel.

Cependant, la principale conséquence de la dette est qu'il faut la rembourser, donc dégager des excédents budgétaires dans l'avenir.

Il n'est alors pas inutile de savoir que ces soldes positifs seront d'autant plus difficiles à obtenir que les dépenses augmenteront mécaniquement du fait de la hausse des pensions à verser aux fonctionnaires en retraite. D'autre part, il faut rappeler que le régime de retraite des fonctionnaires d'Etat n'est pas un régime par répartition : les pensions ne sont pas financées par des cotisations mais, pour l'essentiel, par le budget général de l'Etat. Il s'agit donc d'une dépense publique comme une autre.

car les emprunts de l'Etat feraient augmenter les taux d'intérêt. Là encore, ce phénomène n'apparaît pas actuellement, les taux d'intérêt à long terme demeurant très raisonnables. Enfin,

l'impact du déficit sur la croissance est fortement réduit dans une économie ouverte, car la demande supplémentaire se tourne en partie vers les produits importés. C'est ce qui se pro-

duit actuellement : la croissance de la France étant supérieure à celle de ses principaux partenaires, en particulier l'Allemagne, les importations de la France progressent.

2. UN ENDETTEMENT INEFFICACE

Les déficits publics, qui nourrissent la montée de l'endettement, sont d'abord le résultat du soutien à la conjoncture. Les variations

du solde budgétaire résultent essentiellement du jeu des stabilisateurs automatiques (●) : en situation de faible croissance de l'activité, la pro-

gression des revenus et des dépenses ralentit, ce qui déprime les rentrées fiscales et sociales qui sont assises sur ces revenus et ces dépenses.

Dans le même temps, des dépenses sociales comme l'indemnisation des chômeurs et le revenu minimum d'insertion (RMI) augmentent mécaniquement. Sans qu'aucune décision particulière soit prise, le déficit budgétaire se creuse donc (le mécanisme inverse joue en période d'accélération de la croissance). Mais ces variations sont assez modestes : selon le rapport Pébereau, lorsque la croissance recule de 1 point, le déficit augmente de 0,3 point seulement.

LES MOTS-CLÉS

- **Déficit public** : excédent des dépenses sur les recettes publiques au cours d'une période donnée. Le déficit est généralement financé par des émissions d'obligations (bons du Trésor).
- **Service de la dette** : somme à verser annuellement pour

- rembourser la dette, tenant compte des intérêts et du capital (le principal).
- **Solde primaire** : solde du budget hors remboursement de la dette.
- **Stabilisateurs automatiques** : lorsque la croissance ralentit, les rentrées fiscales

diminuent automatiquement, alors que les dépenses sociales s'alourdissent. A l'inverse, en période de reprise, les marges budgétaires se reconstituent. Ces variations automatiques du solde public ont un effet de lissage du cycle économique (effet contracyclique).

Cet ajustement compense en partie les fluctuations conjoncturelles. Cependant, le jeu des stabilisateurs automatiques a été entravé par la politique gouverne-

mentale dans les phases de reprise de l'activité. Ainsi, lorsque la croissance s'est accélérée entre 1998 et 2000, la réduction du déficit a été nettement inférieure à ce

qu'elle aurait pu être, car l'augmentation de certaines dépenses a été préférée au désendettement (1). La dette évolue donc selon ce que les économistes appellent un effet de cliquet : elle augmente rapidement dans les phases de croissance lente et se stabilise ou se réduit un peu lorsque la croissance s'accélère. Pourtant, elle n'a pas permis d'éviter un chômage « keynésien », c'est-à-dire de faire en sorte que la croissance colle à la croissance potentielle du pays. La commission Pébereau l'explique par le fait que la France aborderait les récessions en étant déjà au maximum de déficit possible, donc sans possibilité d'aller plus loin. Cette explication ne convainc pas vraiment. Elle néglige l'incidence des contraintes européennes : la limitation du déficit (et de la croissance) est venue principalement de la volonté, avant la naissance de l'euro, de maintenir la parité du franc et l'équilibre des échanges extérieurs puis, plus récemment, de respecter les critères de Maastricht.

Au-delà de la régulation conjoncturelle, l'endettement public peut également jouer un rôle positif sur la croissance en dynamisant l'offre. La théorie économique a mis en évidence l'influence positive de certaines dépenses publiques : les infrastructures de transport ou de communication améliorent l'efficacité des entreprises, l'élévation du niveau de formation de la main-d'œuvre la rend

plus productive, la recherche fondamentale publique débouche sur des innovations commercialisables. Le rôle de l'investissement public est particulièrement important dans les premières phases du développement. Dans le contexte de changement technique rapide et profond que nous connaissons, une politique volontariste d'innovation et d'acclimatation des nouvelles techniques peut également favoriser la croissance. Dans le cas des investissements publics, l'endettement se justifie donc de deux façons : l'augmentation du patrimoine de l'Etat compense la dette, alors que le surplus de croissance fournit les ressources nécessaires à son remboursement.

Toutefois, la montée de l'endettement de la France n'a pas particulièrement servi à investir et c'est le reproche le plus souvent fait à la politique française en la matière. Les dépenses en capital de l'Etat sont moins élevées aujourd'hui qu'il y a quinze ans, de sorte que le patrimoine de l'Etat net de ses dettes est en baisse sensible. L'endettement n'a pas non plus servi l'investissement immatériel : en matière de recherche et d'enseignement supérieur, l'effort français est globalement médiocre et stagnant par comparaison avec les pays les plus performants, comme la Suède, ou même avec les nouveaux pays développés, comme la Corée.



Antenne Assedic à Paris. La dette a permis de payer les prestations sociales et à la société française de traverser vingt-cinq ans de chômage de masse sans s'effondrer.

3. DES MARGES DE MANŒUVRE RÉDUITES

Mais alors, à quoi a servi la dette ? Pour une large part, elle a permis de payer des prestations sociales en hausse sans augmenter à proportion les prélèvements qui les financent. Ces prestations jouent un rôle important. Pour le comprendre, il faut mesurer ce que repré-

sente, pour une économie habituée à la croissance et au plein-emploi, un quart de siècle de chômage massif et durable. Si la société française a pour l'instant traversé cette période sombre sans s'effondrer, elle le doit certainement en grande partie à la protection sociale. Mais

celle-ci coûte cher ; et la hausse des coûts n'a été compensée qu'en partie par la hausse des recettes. Une caisse d'amortissement de la dette sociale a été mise en place et le remboursement de cette dernière, reporté à plus tard. Ces dernières années, le gouvernement a même tota-

lement renoncé à équilibrer les comptes de l'assurance maladie en augmentant les cotisations sociales ou la contribution sociale généralisée (CSG).

En quelque sorte, la dette est le prix de la cohésion sociale globalement maintenue dans une période de faible

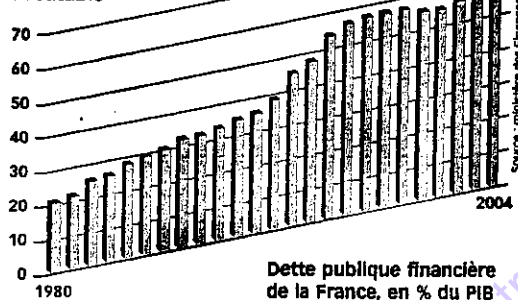
Faut-il vraiment réduire la dette ?

● **S'élevant contre les conclusions alarmistes du rapport Pébereau, les experts de l'OFCE estiment que le niveau actuel de la dette publique ne pose aucun problème (1).** Leur calcul

est le suivant : le rapport entre la dette et le produit intérieur brut (PIB) évolue en fonction du solde budgétaire primaire (avant le service de la dette), du taux d'intérêt réel et du taux de croissance économique. Si le taux de croissance est proche du taux d'intérêt, cela signifie que la dette va progresser au même rythme que l'économie.

Dans ces conditions, si le solde budgétaire avant le paiement des intérêts est équilibré, le taux d'endettement ne progressera pas. Comme le service de la dette coûte aujourd'hui environ 2,7 % du PIB, il suffit donc d'un déficit budgétaire total limité à 2,7 % du PIB environ pour stabiliser la dette.

Ce raisonnement est discutable



car, si l'objectif est de rester sous la barre des 60 % décidée au niveau européen, il ne suffit pas de stabiliser le rapport entre dette et PIB, il faut le réduire, puisque nous sommes aujourd'hui à 67 %. D'autre part, il n'est pas sûr que les taux d'intérêt demeurent

égaux au taux de croissance, comme c'est le cas aujourd'hui. En effet, les taux d'intérêt sont actuellement assez bas et en phase de remontée. Ils sont poussés à la hausse par une croissance mondiale nettement plus rapide que celle de la zone euro, tendance qui risque de se poursuivre. Enfin, le déficit est nettement supérieur à 2,7 % du PIB. Il approche des 4 %.

Face à l'augmentation de la dette par rapport au PIB, la commission Pébereau conclut qu'il faut faire de gros efforts pour inverser la tendance, d'autant que l'aggravation de la situation est rapide.

L'OFCE fait remarquer que la situation s'est surtout dégradée au début des années 90, lorsque la réunification allemande a fait bondir les taux d'intérêt (voir graphique). Cette période spécifique est désormais révolue, les déficits primaires reflètent essentiellement une croissance inférieure à la croissance potentielle de l'économie. Vouloir les réduire dans un tel contexte ne ferait qu'aggraver l'insuffisance de croissance au risque d'accroître les déficits... et la dette.

(1) Henri Sterdyniak et Jérôme Créel, « Faut-il réduire la dette publique ? », La lettre de l'OFCE n° 271, janvier 2006.

croissance. De plus, le déficit a été aggravé à plusieurs reprises par une politique de réduction des impôts et d'exonération de charges sociales, officiellement justifiée par le souci de relancer la croissance, mais qui ne semble pas avoir produit le moindre résultat en ce domaine.

utilisées pour réduire plus franchement l'endettement, nous serions loin d'avoir maîtrisé sa progression. C'est donc toujours la même lancinante question qui revient, celle de l'insuffisance de la croissance. Si un reproche doit être fait aux gouvernements successifs, c'est d'avoir privilégié les dépenses

vingtaine de milliards d'euros par an à 49 milliards en 2002, puis à 67 milliards en 2003 et 60 milliards en 2004. En conséquence, le service de la dette (●) est de 40 milliards d'euros chaque année, deux fois plus que le budget de la recherche et de l'enseignement supérieur. Il faut un excédent de 40 milliards du solde primaire (●) pour équilibrer le budget, ce qui veut dire que le service de la dette réduit ainsi nettement les marges d'action budgétaires de l'Etat : lors de la prochaine récession, que pourra faire l'Etat alors que le déficit est déjà de 3 % du PIB et la dette de 67 % du PIB ?

L'allègement de la dette est donc une nécessité. Comme le montre l'exemple de la Belgique, qui a réduit sa dette de près de 40 points de PIB en dix ans (1), cet allègement est possible. Il suppose de la rigueur dans les dépenses publiques et le renoncement aux baisses d'impôts. Mais l'allègement est également sensible au contexte économique. Il existe en général deux fa-

çons d'alléger le remboursement d'une dette publique : la croissance et l'inflation, qui augmentent les recettes publiques alors que les annuités à rembourser sont à peu près constantes. Tirée par les prix des produits de base, une certaine accélération de l'inflation est possible, mais elle devrait être rapidement jugulée par la hausse des taux d'intérêt. Reste à espérer une croissance plus vive, sans laquelle l'endettement pourrait devenir un problème de grande ampleur. ■

(1) L'opposition de droite, qui reproche aujourd'hui au gouvernement Jospin de n'avoir pas réduit la dette quand c'était possible, a été la première, à l'époque, à affirmer que le gouvernement disposait d'une « cagnotte » qu'il avait pour devoir de redistribuer aux Français.

POUR ALLER PLUS LOIN

● **Rompre avec la facilité de la dette publique**, Commission Pébereau, éd. La Documentation française, 2006, disponible sur <http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/054004454/0000.pdf>. Un rapport officiel très pédagogique, comprenant de nombreuses données et un point de vue arrêté sur la question.

● « **Doit-on oublier la politique budgétaire ?** », par Jérôme Créel et alii., *Revue de l'OFCE* n° 92, janvier 2005. Une discussion critique très complète de la nouvelle théorie anti-keynésienne réfutant toute efficacité à la politique budgétaire. Article technique de lecture difficile.

Le déficit a été aggravé à plusieurs reprises par une politique de réduction des impôts et d'exonération de charges sociales

Est-ce à dire que la dette résulte essentiellement du « choix de la facilité depuis vingt-cinq ans », comme le dit le rapport Pébereau ? L'affirmation est un peu rapide. Il faut d'abord faire observer que les périodes de croissance soutenue ont été bien rares : depuis 1980, la croissance n'a dépassé 3 % par an qu'en 1988-1990 et 1998-2000. Quand bien même ces périodes auraient-elles été

ses limitant les conséquences sociales de l'insuffisance de la croissance plutôt que les dépenses permettant de restaurer la croissance. Mais il faut admettre qu'il était difficile de faire autrement dans le contexte de la construction européenne des années 80-90.

En tout état de cause, l'endettement se creuse : les emprunts publics nets de remboursement passent d'une

Finance. Courant avril, le gouvernement devrait modifier le régime des hypothèques. Objectif : s'inspirer en partie du modèle anglo-saxon pour favoriser la croissance.

La réforme de l'hypothèque sera-t-elle efficace ?

Au Royaume-Uni et aux Etats-Unis, la corrélation entre extraction et consommation n'est pas systématique

GLOSSAIRE

Crédit hypothécaire. Crédit gagé sur un bien immobilier. Si l'emprunteur n'honore pas ses remboursements, le prêteur peut saisir le bien et le vendre.

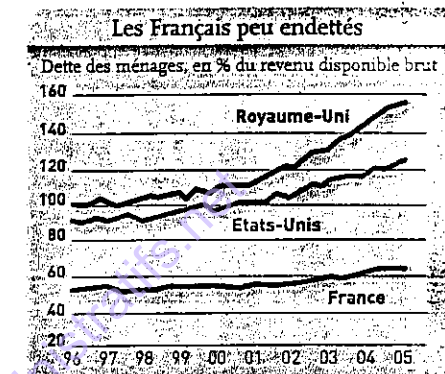
Extraction hypothécaire. Excédent d'emprunts hypothécaires contractés par les ménages par rapport à leurs dépenses effectives d'investissement logement. C'est-à-dire les sommes empruntées grâce à la mise en gage d'un bien immobilier, mais utilisées à d'autres fins que l'investissement immobilier.

Hypothèque viagère.

Crédit bancaire accordé aux personnes âgées contre l'hypothèque de leur logement. Le crédit est remboursable en une seule fois au décès de l'emprunteur.

Donner sa maison en garantie pour s'offrir une voiture, un home-cinéma ou un séjour aux Seychelles, autrement dit, hypothéquer pour consommer : les spécialistes appellent cela l'« extraction hypothécaire » (voir glossaire). Les familles américaines, anglaises ou néerlandaises sont depuis longtemps rompues à cette pratique qui, chez elles, a contribué à soutenir la consommation et donc la croissance dans la période récente. Quant aux Français, ils vont pouvoir goûter à leur tour aux délices de cette « extraction » : une ordonnance réformant le régime des hypothèques devrait être publiée dans les semaines qui viennent. Le gouvernement en a déjà dévoilé les grandes lignes : réduction des frais d'hypothèque, allongement de sa durée de trente-cinq à cinquante ans, création du viager hypothécaire (voir glossaire) et surtout de l'hypothèque rechargeable. Il s'agit d'autoriser un emprunteur, au fur et à mesure du remboursement de son crédit immobilier, à contracter de nouveaux emprunts pour un montant équivalent aux sommes déjà remboursées ; les liquidités ainsi « extraites » (et toujours gagées sur le bien immobilier) pouvant servir à tout type de dépenses, de l'achat d'un téléviseur au financement des études des enfants.

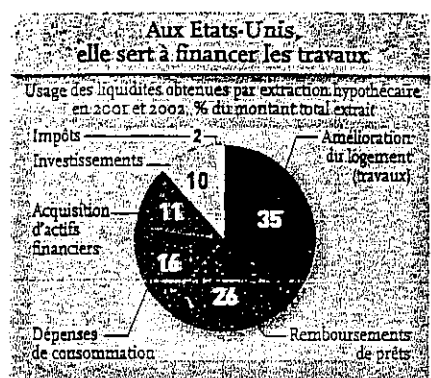
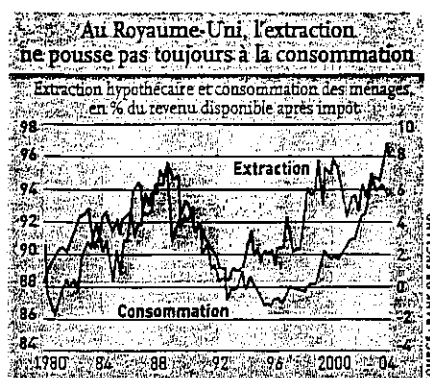
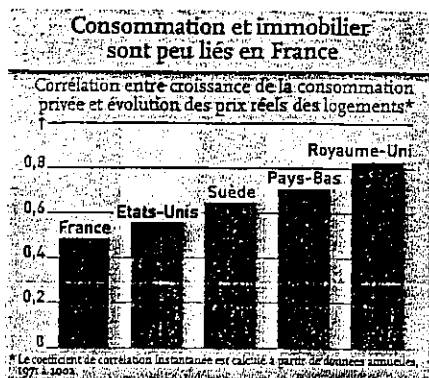
Les pouvoirs publics français s'interrogent depuis longtemps sur l'opportunité de « débrider » le marché hypothécaire pour favoriser la croissance, sur le modèle anglo-saxon. En soutenant la consommation, l'extraction hypothécaire a en effet contribué à amortir les récents chocs économiques aux Etats-Unis comme au Royaume-Uni. Mais le débat reste vif en France à la fois sur l'efficacité et sur l'opportunité d'une telle réforme. Les associations de consommateurs redoutent qu'elle ne déclenche une course à l'endettement, voire au



surendettement. La Banque de France elle-même s'en est émue. De son côté, Bercy se défend de jouer les pousse-au-crime, soulignant que, contrairement au système anglo-saxon, la capacité d'un emprunteur à contracter de nouveaux emprunts dépendra des sommes déjà remboursées et non de l'évolution de la valeur de marché du bien hypothéqué ; l'éventuelle appréciation de ce bien n'étant pas prise en compte. Officiellement, la réforme de l'hypothèque « à la française » vise donc à faciliter l'accès au crédit (immobilier et consommation) des ménages qui disposent de revenus irréguliers ou modestes, mais possèdent un bien immobilier (ou cherchent à en acquérir un) susceptible d'être apporté en garantie. Mais pour nombre d'observateurs, la création de l'hypothèque rechargeable ne serait en réalité que le début d'un alignement, à plus ou moins long terme, du système de crédit français sur le modèle anglo-saxon.

Si le financement hypothécaire à l'anglo-saxonne a eu pour vertu de lisser les cycles économiques, pourquoi la France devrait-elle s'en priver, estiment les partisans d'une réforme ? Avec toutefois un bémol : l'impact réel de l'extraction hypothécaire sur la consommation est difficile à évaluer. Des études de la Fed et de la Banque d'Angleterre montrent qu'environ 15 à 20% seulement des

Comparés à leurs homologues américains et britanniques, les ménages français disposent encore d'une importante marge d'endettement. La corrélation entre extraction hypothécaire et consommation est d'autant plus importante que l'endettement hypothécaire des ménages est élevé et le marché hypothécaire sophistiqué (possibilité d'extraire des liquidités lorsque la valeur du bien hypothéqué s'apprécie, remboursements anticipés sans pénalités...). Mais l'exemple britannique montre que cette corrélation n'est pas gravée dans le marbre. Notamment parce que les liquidités extraites ne servent pas majoritairement à financer des dépenses de consommation courantes.



sommes extraites sont consacrées à la consommation, l'essentiel servant à financer des travaux. En outre, selon la Fed, « l'accroissement de l'endettement hypothécaire des ménages américains au cours des années 2002-03 correspond davantage à une volonté de substituer des financements peu onéreux à un endettement non sécurisé, relativement cher, qu'à un comportement de fuite en avant dans la consommation ». En clair, une partie des sommes extraites aurait servi à rembourser des crédits... à la consommation. S'il existe bien, dans les pays où le marché hypothécaire est aussi développé que sophistiqué, une corrélation entre extraction hypothécaire et consommation, le récent exemple britannique prouve lui aussi que ce lien n'est pas intangible. En 2003 et 2004, les refinancements hypothécaires ont continué de grimper, tandis que la consommation ralentissait. Une évolution qui s'expliquerait notamment, selon la Banque d'Angleterre, par la dégradation des perspectives du chômage. Difficile donc d'imaginer ce que l'ordonnance Villepin peut apporter en termes de croissance.

D'autant qu'il s'agit là d'un succédané du modèle anglo-saxon : « Le système d'extraction hypothécaire fonctionne à plein aux Etats-Unis parce qu'il repose sur une double détente, analyse Valérie

Plagnol, codirecteur de la stratégie chez CM-CIC Securities. D'une part, les facilités de refinancement d'emprunt, en cas de baisse des taux d'intérêt sans pénalités de remboursement anticipé ; d'autre part, le fait que le montant de l'hypothèque est fondé sur la valeur de marché du bien. Si celle-ci s'apprécie, la capacité d'endettement augmente. Or, dans le projet français, ni l'une ni l'autre de ces détentes n'existe. A court terme, il ne faut donc pas s'attendre à un effet considérable sur la consommation. » De fait, selon Athling Management, l'hypothèque rechargeable ne devrait libérer que 18,4 milliards d'euros d'ici à 2010, soit à peine 2% des dépenses de consommation des ménages en 2004.

LE RISQUE PROCYCLIQUE

Si certains en France se montrent si méfiants, c'est que le modèle anglo-saxon risque de lier trop intimement cycle immobilier et cycle économique. Autrement dit, d'être « procyclique ». « Les effets de l'extraction hypothécaire peuvent s'avérer récessifs lorsque le marché immobilier se retourne, note ainsi la Banque de France. En conséquence, le principal impact de son développement sur le moyen terme pourrait se résumer à une volatilité accrue de la consommation et donc de l'activité dans son ensemble. » La Banque des Pays-

Bas a ainsi estimé que la contribution de l'extraction hypothécaire à la croissance de la consommation avait été assez erratique entre 1999 et 2003, avec, en définitive, une contribution à la croissance du PIB d'environ +1% en 1999 et 2000 et -0,5% en 2001 et 2002. Enfin, le système anglo-saxon rend les ménages extrêmement sensibles aux variations de taux d'intérêt. Or si la Fed et la Banque d'Angleterre ne se privent pas d'adapter leur politique monétaire à l'évolution des prix immobiliers sur leur marché domestique, il est beaucoup moins probable que la BCE détermine la sienne en fonction de la seule situation du marché immobilier français ! Résultat, pour la Banque de France, « une réforme du crédit hypothécaire signifie à plus ou moins long terme un changement de modèle de fonctionnement du système de crédit, au profit d'une offre plus souple et plus réactive, mais au prix sans doute d'une prise de risque supplémentaire par le système bancaire et les ménages (endettement accru, crédit majoritairement à taux variable, hypothèque valorisée au prix du marché...) ». Pour un impact sur la consommation qui n'est pas si évident. Mais, jusqu'à preuve du contraire, on peut surtout craindre que la montagne n'accouche d'une « extraction » en forme de... souris.

Valérie Delarce
Enjeux - avril 2006